**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** **REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)**

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL : FInal**

**ANNEE DE RAPPORT: 2021**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet: JEUNESSE ENGAGEE POUR LA PAIX AU SUD-KIVU (JEP).**  **Numéro Projet / MPTF Gateway: 00119340** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire: ONG ACTION POUR LA PAIX ET LA CONCORDE (APC)** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 21 décembre 2019  **Date de fin de projet:** 17 juin 2021  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** OUI | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**  APC $ **471.886,05**  Total: $ **471.886,05**  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: **96.06%**  \*Voir le rapport financier/budget excel de juin 2021  **Budgétisation sensible au genre:**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $**165.783,13**  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $**158.649,03** | |
| **Marquer de genre du projet:**  **Marquer de risque du projet: Faible**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):** (**2.3**) Prévention/gestion des conflits | |
| **Préparation du rapport:**  Rapport préparé par: **Sosthène MALIYASEME**  Rapport approuvé par: **Déogratias BUUMA BITALYA**  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui. Sophie Aloë, Bureau Intégré de la MONUSCO | |

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Le projet « Jeunesse engagée pour la paix » (JEP) est mis en œuvre par APC dans les Territoires de Kabare, Kalehe, Shabunda et Walungu en Province du Sud-Kivu. La mise en œuvre des principales activités de ce projet a été focalisée sur :

- L’identification des parties prenantes à travers des séances de consultations et la mise en place de 4 comités de pilotage territoriaux et 1 provincial ;

- La mise en place de 8 structures communautaires à travers les assemblées électives et le renforcement de 12 préexistantes, qui sont au centre du renforcement de la résilience communautaire ;

- Une étude de base menée dans les différents sites du projet, qui a permis de documenter les indicateurs de base afin de comprendre la situation de départ ;

- Le renforcement des capacités des jeunes, membres des structures communautaires, des autorités locales et autres acteurs locaux en techniques de transformation des conflits et sur les Résolutions 1325, 2419 et 2250 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, en techniques de plaidoyer, en techniques de conduite d’une recherche-action participative (RAP) et sur l’approche de Mutuelle de Solidarité (MUSO). Pour atteindre un plus grand nombre de personnes formées, les structures communautaires organisent des séances de restitution de ces ateliers auprès des autres membres de communauté. Pour illustration, les structures communautaires ont organisé des séances de restitution des formations acquises sur ces Résolutions au profit de 913 personnes ;

- L’accompagnement des structures communautaires et conseils territoriaux de la jeunesse dans le processus de plaidoyer auprès des autorités provinciales pour l’intégration d’une ligne budgétaire pour appuyer l’entrepreneuriat des jeunes dans le budget de la province ;

- La RAP sur l’implication des jeunes dans les violences communautaires dont les groupes armés ;

- Le processus d’appui à 642 jeunes dans leurs Activités Génératrices de Revenus (AGR) qui se sont organisés en 20 groupes MUSO ;

- La formation des bénéficiaires sur la gestion des MUSO et des AGR ;

- L’organisation des dialogues sociaux sur les résultats de la RAP ;

- La tenue du forum provincial des jeunes sur les défis et perspectives de l’engagement des jeunes et autorités dans la consolidation de la paix ;

- L’organisation des rencontres de plaidoyer des jeunes filles et garçons venant des Territoires de Kalehe, Kabare, Shabunda et Walungu auprès des autorités (Assemblée et Gouvernement provincial) pour faire inscrire au budget provincial le financement des projets de l’autonomisation des jeunes filles et garçons dans ces territoires ;

- Les sensibilisations de 20 327 personnes par les 20 structures communautaires, dont 4 932 hommes, 6 806 femmes, 2 839 jeunes garçons et 5 750 jeunes filles sur la culture de dialogue, la divagation des bêtes, la résolution pacifique des conflits, le vivre-ensemble, la désolidarisation des membres des communautés des groupes armés et les conséquences de recrutement des jeunes par les groupes armés ;

- La production et la diffusion de 139 émissions-radio sur divers thèmes ;

- La facilitation des séances de médiation entre 1 678 personnes en conflits ;

- Les rencontres entre les jeunes et les autorités ;

- La préparation de l’évaluation finale du projet.

***Evénement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois :***

Le projet étant à sa fin, l’évaluation finale du projet est prévue de juin à juillet 2021.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

***Principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a contribué :***

En termes d’avancées, on peut noter : la participation des autorités territoriales et provinciales à la mise en œuvre du projet. Cette participation se manifeste notamment par l’engagement des Députés et Ministres provinciaux dans les actions menées par les jeunes, en prenant en compte leur plaidoyer ayant conduit à l’inscription, dans le budget provincial, des lignes pouvant financer les actions d’entrepreneuriat des jeunes. En plus, les autorités participent aux activités de dialogues sociaux, de sensibilisation visant la réduction de violences communautaires : cas de sensibilisation du chef du groupe armé Maheshe ; processus de dialogue entre les Batembo et Bahutu conduit par le Gouvernement provincial par l’entremise de son Ministre de l’Intérieur.

Les autorités considèrent les structures communautaires comme des collaborateurs dans le processus de paix en les impliquant dans les conseils locaux de sécurité, ainsi que dans d’autres mécanismes de transformation des conflits. Au sein de la communauté, ces structures considérées comme des cadres de référence dans transformation des conflits qui contribuent à la réduction des violences communautaires. Cela se manifeste par le fait que de nombreuses parties en conflit recourent à la médiation sous la facilitation de ces structures.

***Impact humain réel du projet :***

Kazine Kahasha est un ancien combattant du groupe armé Maheshe opérant dans le *triangle* que forment les Territoires de Kabare, Shabunda et Walungu. Après avoir suivi plusieurs sensibilisations dont celles du noyau tujenge amani, Kazine a fini par se rendre. Après sa reddition, il a suivi les processus de paix lancés dans le triangle par APC dans le cadre du projet JEP. Depuis lors, à côté des noyaux tujenge amani, Kazine a renoncé aux armes et est désormais engagé dans la sensibilisation des autres groupes à la démobilisation. Il a donné son témoignage en ces termes au cours d’une émission produite par les noyaux dans le cadre du projet JEP sur le thème les noyaux tujenge amani et les ex-combattants dans les actions de sensibilisation à la démobilisation: « C’est vrai, nous travaillons côte-à-côte avec les noyaux, dans le rétablissement de la paix. Nous poursuivons avec les sensibilisations auprès de tous les groupes armés. Par exemple (cas concrets), nous avons reçu à faire démobiliser 4 éléments avec 2 armes. Ces armes nous les avons acheminées à la MONUSCO à Bukavu. Au deuxième tour, nous avons réussi à faire sortir encore des groupes armés 4 éléments Maï-Maï avec 1 arme remise à la MONUSCO basée à Walungu. C’est comme cela que nous continuons à consolider les actions de rétablissement de la paix dans nos communautés avec APC » (<https://youtu.be/AbDxhj1ClCY>).

**Partie II : Progrès par Résultat du projet**

**Résultat 1:** Les jeunes filles et garçons s’engagent dans les structures communautaires de paix et participent activement avec les autorités locales et leaders locaux aux actions de réduction de violences communautaires dans les Territoires de Kalehe, Shabunda, Kabare et Walungu.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **ON TRACK with significant peacebuilding results.**

**Résumé de progrès:**

Le progrès de ce résultat est sur la bonne voie et cela se manifeste à travers les éléments suivants :

20 structures communautaires composées de 266 membres, dont 110 femmes (soit 42,3% de femmes) et 139 jeunes (soit 53,5% de jeunes), sont opérationnelles dans les Territoires de Kabare, Kalehe, Shabunda et Walungu. 370 personnes dont les membres des structures, les autorités locales et les acteurs de la société civile ont vu leurs capacités renforcées en matière d’analyse de conflit, de techniques de médiation, de sensibilisation, de techniques de plaidoyer, d’approche MUSO et RAP. Les membres de ces structures sont capables de mettre en application les connaissances acquises, ce qui leur permet de faciliter des séances de médiation entre les parties en conflit, d’élaborer les stratégies de plaidoyer et de mettre en place des groupes des MUSO. Dans le cadre de la dissémination des formations reçues, les structures communautaires ont renforcé aussi les capacités des autres membres des communautés à travers les ateliers de restitution des formations acquises, 752 pour la formation en techniques de plaidoyer, en transformation des conflits et 656 sur l’approche MUSO. A travers ces formations, les capacités de résilience communautaire s’améliorent progressivement du fait que les acteurs locaux deviennent capables d’agir sur les conflits eux-mêmes. En plus, grâce à ce processus, les membres des communautés font confiance en ces structures communautaires et s’y réfèrent en cas des conflits. Les séances de sensibilisation réalisées par les structures communautaires en collaboration avec les autorités locales ont permis aux membres de la communauté et aux jeunes de se désolidariser progressivement des groupes armés : 513 jeunes ont été démobilisés, dont 258 se sont rendus officiellement auprès du gouvernement congolais et de la MONUSCO, et 101 armes et des munitions ont été remises. La sensibilisation dans le cadre de ce projet a aussi permis de réduire la consommation des boissons fortement alcoolisées jadis source de violences. Le projet a aussi permis la résolution pacifique de 839 conflits grâce à la médiation sous la facilitation des structures communautaires, c’est qui a permis de réconcilier 1 678 familles.

Ces résultats témoignent de l'engagement des jeunes, des autorités et des structures communautaires dans la mise en œuvre des actions de consolidation de la paix, et ont contribué à la réduction de violences communautaires dans les sites du projet, notamment la réduction de cas de pillage, de kidnapping, de rançonnement, des effectifs dans certains groupes armés, voire l’éradication de certains groupes armés.

***Manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:***

Dans ce résultat, sur 20 327 personnes ont été directement concernées par les sensibilisations réalisées par les structures communautaires, dont on compte 6 806 femmes et 5 750 jeunes filles (12 556 soit 61,7 % de personnes sensibilisées). En ce qui concerne la participation des jeunes, sur les 20 327 personnes, on compte 8 589 jeunes (soit 42,25% de jeunes).

S’agissant des structures communautaires, les jeunes sont représentés à 54,5%, soit 145 jeunes sur 266 membres de 20 structures.

S’agissant de la participation des femmes, des avancées significatives ont été observées au cours des six derniers mois du projet. Cela s’explique par plusieurs facteurs : la prise de conscience des noyaux et des leaders des communautés de l’importance de la participation de la femme et l’organisation de certaines activités spécifiques aux femmes.

**Résultat 2:** Les jeunes filles et garçons participent aux instances de prise de décisions, accèdent aux initiatives visant leur autonomisation et deviennent résilients face aux conflits armés dans les 4 territoires.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: ***On track with peacebuilding results*.**

**Résumé de progrès:**

Pour renforcer la participation, l’appropriation et la durabilité du projet, 5 comités de pilotage dont 4 dans les Territoires (composé des membres de conseils de sécurité locaux, des conseils territoriaux de la jeunesse, des Noyaux Tujenge Amani) et 1 au niveau provincial (composé du Ministère du Plan et Budget, de celui de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières, de la MONUSCO/SSU et DDR et STAREC) ont été mis en place.

Ces comités sont des cadres de suivi de l'atteinte des résultats du projet et, à ce titre, participent aux activités stratégiques du projet. De ce fait, ils constituent un mécanisme d'appropriation et de durabilité des résultats du projet. Ces comités rendent possible le rapprochement, l'interaction entre autorités et jeunes, ainsi que la participation de ces derniers aux instances de prise de décisions.

Les interactions entre les membres des comités de pilotage et les ateliers de renforcement des capacités sur les résolutions 1325, 2250 et 2419, ont contribué à l’amélioration des connaissances des parties prenantes et à l’engagement des autorités locales à impliquer les jeunes et les femmes dans les différentes réunions, instances de prise de décisions et dans le processus de paix. A titre illustratif, 39 délégués des noyaux et des conseils territoriaux de la jeunesse participent aux conseils de sécurité locaux dans différents sites et y sont consultés pour certaines questions dont celles sécuritaires. « Les femmes sont désormais consultées pour des cas d’arrestation arbitraires, viols, médiation et autres abus » a déclaré Madame Virginie Nabayongwa de Kaniola au cours d’une mission de suivi.

Les comités de pilotage ont été des cadres de renforcement de la participation des autorités dans le processus de consolidation de la paix. Ainsi au cours de la mise en œuvre du projet les autorités territoriales et provinciales ont participé à plusieurs activités notamment : l’inscription, dans le budget provincial, des lignes pouvant financer les actions d’entrepreneuriat des jeunes, la participation aux dialogues sociaux, la sensibilisation des certains chefs des groupes armés (cas de Maheshe, Ngandu, Ndarumanga, Mahazi dit Shaba-Deux) et la conduite du processus de dialogue entre les Batembo et Bahutu en vue de réduire les violences intercommunautaires. La participation des jeunes dans les formations et sensibilisations sur l’approche MUSO, a permis à 642 jeunes de se constituer en 20 groupes de MUSO, fonctionnels dans les 4 territoires. Pour leur autonomisation, ces groupes, à travers leurs cotisations mensuelles, ont atteint une somme de 14 893 000 de Francs Congolais soit, 7 446,05 dollars américains comme parts sociales. Pour renforcer ces initiatives, le projet a appuyé 642 personnes avec 41 691 dollars américains pour leurs AGR en vue de leur relèvement socio-économique permettant d’être résilients face aux manipulations qui les conduisent dans des violences communautaires.

**Manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:**

Les activités axées sur l'égalité des sexes ont porté sur le renforcement des capacités des membres des Noyaux Tujenge Amani et des autorités sur les Résolutions 1325, 2250 et 2419 et sur les MUSO afin de renforcer la participation des femmes et des jeunes aux processus de consolidation de la paix. Pour aller à l’échelle, des séances de restitution de ces ateliers de formation ont été organisées et des outils de vulgarisation de ces Résolutions ont été produits. Faisant un effort de tenir compte de l’égalité de sexe, 454 femmes et filles ont pris part au séance de restitution soit 49,6% des personnes directement impliquées. Pour ce qui est des AGR, Plus de 90 % des bénéficiaires sont des jeunes filles et garçons.

**Résultat 3:** Les décisions prises par les décideurs politico-administratifs du niveau national et provincial facilitent la réduction de violences liées à l’implication des jeunes dans les conflits violents dans les Territoires de Kabare, Kalehe, Shabunda et Walungu.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **On track with peacebuilding results.**

**Résumé de progrès:**

70 membres de noyaux, des conseils des jeunes et les autorités formés comme formateurs ont amélioré leur capacité en techniques de plaidoyer. Ces acteurs formés ont organisé des séances de restitution en termes des formations en faveur de 752 personnes en techniques de plaidoyer afin de mobiliser un plus grand nombre d’acteurs dans le plaidoyer et de maximiser la chance de réussite. Grace aux dialogues sociaux, plaidoyers, ateliers de formation et autres activités, plusieurs décisions ont été prises par les autorités pour favoriser la participation des jeunes aux instances de prise des décisions :

* Au niveau provincial, les jeunes ont obtenu du gouvernement et assemblée l’inscription au budget des lignes spécifiques répondant aux besoins de leur autonomisation à travers des activités entrepreneuriales.
* En plus, on note de la part des mêmes autorités leur engagement à accompagner la mise en œuvre des actions de stabilisation des Territoires de Kabare, Kalehe, Shabunda et Walungu telles que définies dans la feuille de route issue du forum provincial sur les défis et perspectives de l’engagement des jeunes et autorités dans la consolidation de la paix au Sud-Kivu.
* Au niveau local, les autorités ont pris la décision de faire participer certains jeunes et membres des structures communautaires aux réunions des conseils locaux de sécurité, et aux autres instances de prise des décisions.
* Dans certaines chefferies, les autorités ont les décisions de rajeunir les services en remplaçant les agents âgés par des jeunes. Tels sont les cas de la Chefferie de Buloho (où 3 jeunes, dont 1 fille ont été recrutés) et Ngweshe (où 2 jeunes ont été recrutés).

**Manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:**

Pour influencer les autorités provinciales (Gouvernement et Assemblée provinciale) à inscrire au budget provincial les projets d’autonomisation des jeunes, un accent particulier a été mis sur sa composition. Cette équipe comprend 74 personnes dont 31 femmes (soit 41,9%) et 43 hommes (soit 58.1%). S’agissant du critère de l’âge, les 80% de membres de l’équipe sont constitués de jeunes de moins de 35 ans.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport  Quatre missions de suivi ont été organisées au cours des 18 mois de mise en œuvre du projet. Les forces et faiblesses dans la mise en œuvre des actions de ce projet ont été identifiées et analysées. Des recommandations d’amélioration ont été définies, notamment des outils de collecte des données par les structures communautaires. Ces outils ont été adaptés au contexte; le nombre de bénéficiaires des AGR a été révisé à la hausse (642 au lieu de 500 initialement prévu) en tenant compte des réalités locales et des avis des parties prenantes pendant les *focus groups* de suivi. Les perspectives d’avenir suite à la fin du projet ont été définies par les membres des structures communautaires dans le cadre de la durabilité des acquis de ce projet. Le Forum provincial sur les défis et perspectives de l’engagement des autorités et des jeunes s’est aussi inscrit de ce même objectif de durabilité. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Certains indicateurs ont des bases de référence et d’autres pas.  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires?  OUI, le baseline d’avant-projet. Les missions de suivi ont permis de collecter les données communautaires dans l’objectif de suivre l’atteinte progressive des indicateurs des résultats. |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?   * L’évaluation finale sera menée entre juin en juillet 2021. | Budget pour évaluation finale : $13 500.  Ce montant servira principalement au paiement des frais d’honoraires d’un consultant national pendant 16 jours, ses frais de voyage, restauration et logement, la facilitation des transports des participants aux focus groups et entretiens individuels ainsi que pour l’organisation logistique de 2 ateliers de restitution des résultats de l’évaluation finale aux parties prenantes  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation:  Les préparatifs sont en cours.   * Elaboration des termes de référence pour l’évaluation finale. * Elaboration de la méthodologie * Elaboration de la liste de représentants des parties prenantes à consulter. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.  Comme résultat catalytique indirect, la GIZ Pro-Paix a financé un projet de renforcement de la résilience communautaire en appui aux structures communautaires dans le territoire de Kalehe, une partie de la zone financée par PBF. | Nom de donnateur: Montant ($):  GIZ-ProPaix 90 089 |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? | A la fin de la mise en œuvre du projet, les besoins suivants ont été identifiés par les parties prenantes :  - Poursuivre les formations et sensibilisations sur la lutte contre la Covid-19 ;  - L’accompagnement psychosocial des démobilisés, jeunes à risques et d’autres membres des communautés à travers la sociothérapie ;  - Formation des membres des structures communautaires sur la production et la diffusion des émissions de paix ;  - Appui à la mise en œuvre des actions de réinsertion (centre de formation socio-professionnelle, actions sociothérapie, activités génératrices de revenus) de 513 démobilisés sensibilisés dans le cadre de ce projet ;  - Organisation des dialogues sociaux sur la problématique de l’exploitation des ressources naturelles dans le Parc National de Kahuzi Bièga et en dehors du Parc. |

**Partie IV: COVID-19**

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

Montant total des ajustements liés au COVID-19 : $**3 779,58.**

Ce montant a servi à l’achat des intrants de lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19 : principalement des masques et des désinfectants.

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

La pandémie a engendré un retard dans la mise en œuvre des activités regroupant de larges groupes, comme les dialogues sociaux. Au début de la pandémie, certaines rencontres comme des ateliers de formation ont été organisées en petits groupes de plus ou moins 15 personnes pour se conformer aux mesures arrêtées par les autorités tant nationales que provinciales

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser): Conformité avec les restrictions imposées par le Gouvernement congolais en réponse à la pandémie.

**Histoire de réussite COVID-19 de ce projet :**

L’histoire du sieur SHUJAA, en annexe au présent rapport, est un succès sur les défis structurels et culturels face au Covid-19. En effet, à l’annonce des cas de Covid-19 dans la ville de Bukavu par le Gouverneur de la Province, bon nombre de citoyens n’y ont pas cru. Certains l’ont présenté comme une invention des autorités pour avoir des financements, d’autres l’ont perçu comme une maladie des blancs et donc qui ne peut pas affecter les peuples noirs et d’autres encore comme une invention des blancs pour exterminer la population noire. Ces messages ayant circulé dans la ville de Bukavu et sur les réseaux sociaux, a poussé la population à la non prise en compte des mesures de protection mise en place par les autorités. Ils ont aussi créé un manque de confiance de la population vis-à-vis des personnels soignants. Plusieurs personnes tombaient malades mais ne pouvaient pas ou avaient peur de se présenter à l’hôpital sous prétexte que les médecins vont diagnostiquer le Covid, et seront mis en quarantaine pour une maladie qui n’existe même pas dans la ville ; des cas de décès ont été enregistrés simplement parce que les malades se présentaient à l’hôpital très tard.

Ainsi, au-delà de l’isolement social ou le rejet social subi par les malades du Covid-19, SHUJAA courrait le risque de subir la justice populaire pour le soutien apporté à ce qui est considéré comme « mensonge », « stratégie de détournement », etc. Ce propos de SHUJAA pendant son témoignage sur les médias locaux en dit long : « *Le plus difficile à gérer est l’ensemble des appels que je reçois de certains amis et/ou frères sur le témoignage que j’ai fait à la radio comme rescapé du Covid 19! Combien as-tu empoché de cette commission de riposte pour témoigner de cette maladie imaginaire et ils concluent toujours par USITUSAABU MU ILE COP (garde nous notre part du butin)*».

Le message de SHUJAA a eu un impact réel dans le cadre du projet. En effet, le courage qu’il a montré a contribué au changement de perceptions, d’attitudes et de comportements de déni, de résistance et de méfiance envers la maladie et les moyens de se protéger et de protéger les autres dans la communauté. Il a permis non seulement de sensibiliser les membres de la communauté sur le Covid-19, y compris le staff d’APC, mais aussi de réduire les stéréotypes et les préjugés des personnes atteintes par le Covid-19.

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  Les jeunes filles et garçons s’engagent dans les structures communautaires de paix et participent activement avec les autorités locales et leaders locaux aux actions de réduction de violences communautaires dans les Territoires de Kabare, Kalehe Shabunda, et Walungu. | Indicateur 1.1.  Nombre de jeunes filles et garçons actifs dans les noyaux. | 144 | 350 | Etape 1 : 350 pour la première année. | 266 jeunes filles et garçons dont 130 filles et 136 garçons | Au cours de la mise en place des structures communautaires les parties prenantes ont décidé un nombre inférieur des membres par structures (entre 12 et 14) au lieu de 18 à 20 comme prévus au début du projet. Le nombre de membre par structure est fonction de nombre des couches socio-professionnelles identifiées dans les sites. |
| Indicateur 1.2.  Nombre de jeunes filles et garçons, membres des conseils locaux de sécurité et membres des comités territoriaux de la jeunesse impliqués dans les actions de réduction de violence communautaire. | 0 | 914, soit 500 jeunes bénéficiaires des AGR, 350 jeunes membres des noyaux, 24 membres du conseil de sécurité et 40 membres du conseil de la jeunesse. | Etape 1 : 914 pour la première année.  Etape 2 : 89 | 1003 dont 266 membres des Noyaux Tujenge amani, 24 membres des conseils de sécurité et 71 membres des conseils territoriaux de la jeunesse, 642 bénéficiaires des AGR. | L’écart de 914 à 1003 personnes se justifie par :   * L’installation des nouveaux conseils territoriaux de la jeunesse dans les sites de Nzibira, Kaniola Centre et Isezia est un grand progrès de la participation des jeunes  aux différentes instances de prise de décisions. Ceci fait que les membres des conseils soient à 71 au lieu de 40. * La demande exprimée par les membres de la communauté a fait que le nombre de bénéficiaires des AGR passe de 500 à 642 |
| Produit 1.1. :  Les membres des structures communautaires de paix ont amélioré leur compréhension des causes profondes des conflits et de l'implication des jeunes dans les groupes armés à travers leur participation aux actions de collecte et d'analyse des données. | Indicateur 1.1.1.  % de jeunes filles et garçons ayant pris part au processus capables d’expliquer au moins trois causes de l’implication des jeunes dans les groupes armés. | 30% | 60% | Etape 1 : 60% pour la première année.  Etape 2 : 0 | 76,25% | Le pourcentage de 76,25 a été obtenu au cours de 4 séances de restitution qui ont regroupé 160 acteurs parmi lesquels 122 ont été capables d’expliquer au moins trois causes de l’implication des jeunes dans les groupes armés. Ce pourcentage a été atteint sur base des éléments de réponses que les acteurs impliqués auxdites séances de restitution ont donné individuellement à la question posée de donner chacun au moins 3 causes à leur connaissance de l’implication des jeunes dans les groupes armés. |
| Indicateur 1.1.2.  Nombre de recommandations pertinentes issues des ateliers de restitution. | 0 | 10 | **Etape 1 :** 6 pour la première année.  Etape 2 : 14 | 20 | Ces recommandations sont passées de 10 à 20 en cumulant celles issues des ateliers de restitutions et celles issues des dialogues sociaux qui ont été organisés. |
| Indicateur 1.1.3.  Nombre de jeunes filles et garçons impliqués dans la collecte et analyses des données. | **0** | 230 | Etape 1 : 316 pour la première année.  Etape 2 : 0 | 316 jeunes ont été impliqués dans la collecte des données de la RAP, ainsi que dans les ateliers de restitution. | * Cet indicateur est passé de 230 à 316 prenant en compte les jeunes qui ont été impliqués dans la collecte des données et ceux qui ont participés aux séances de restitution pour l’analyse et validation des résultats. |
| Produit 1.2  Les capacités des jeunes membres des structures communautaires de paix, les membres des conseils locaux de sécurité et les comités territoriaux de la jeunesse sont renforcés en techniques de transformation des conflits notamment la médiation et la culture de dialogue. | Indicateur 1.2.1.  Nombre des jeunes filles et garçons, les membres des conseils locaux de sécurité et les comités territoriaux de la jeunesse ont amélioré leurs compétences en techniques de transformation des conflits. | 144 | 200 | Etape 1 : 200 pour la première année. | 330 personnes ont été formées en techniques de transformation des conflits dont 50 dans Walungu, 45 dans Shabunda, 35 dans Kabare et 56 dans Kalehe. | Les ateliers de restitutions ont fait accroître les nombres des jeunes filles et garçons qui ont amélioré leurs connaissances dans la transformation des conflits. |
| Indicateur 1.2.2.  % de personnes formées capables de mettre en application les techniques de transformation des conflits apprises. | 0 | 75% | Etape 1 : 50% pour la première année.  Etape 2 : 25% | 75% |  |
| Produit 1.3  Les jeunes, les membres des conseils locaux de sécurité et les membres des comités territoriaux de la jeunesse sont impliqués efficacement dans la mise en œuvre des actions visant la réduction des violences communautaires dans les Territoires de Kabare, Kalehe Shabunda, et Walungu. | Indicateur 1.3.1.  Nombre des dialogues de proximité organisés par les jeunes filles et garçons, les membres des conseils locaux de sécurité et les membres des comités territoriaux de la jeunesse.  . | 0 | 50 | Etape 1 : 5 pour la première année.  Etape 2 : 16 | 21 dialogues organisés | Ce changement s’explique par le contexte du covid-19 qui n’avait pas permis d’organiser des activités de grand nombre durant la première année de la mise en œuvre. |
| Indicateur 1.3.2.  Nombre de conflits résolus. | 0 | 500 | Etape 1 : 300 pour la première année.  Etape 2 : 539 | 839 conflits ont été identifiés, documentés et résolus. | Le changement s’explique par le fait que la communauté place confiance aux structures communautaires dans la transformation des conflits. |
| Indicateur 1.3.3  Nombre des personnes impliquées dans les actions organisées par les structures communautaires. | 0 | 28 200 :   * Médiation 1 000 ; * Dialogue 200. * Sensibilisation : 27000 (75 personnes /mois/structure) | Etape 1 : 19 740 pour la première année.  Etape 2 : 4789 | 24 529 :  - 1.678 personnes pour la médiation  - 20327 personnes sensibilisées  - 489 personnes ayant participé aux dialogues sociaux  - 913 personnes participantes aux restitutions sur les Résolutions 1325, 2250 et 2419.  - 752 personnes ayant participé aux formations sur la MUSO  - 370 personnes ayant participé aux restitutions sur les techniques de transformation des conflits. | Ce changement est dû aux restrictions liées à la pandémie de Covid-19 qui n’ont pas permis d’organiser des activités de sensibilisations de masse au cours de la première année.  La stratégie média a été utile au cours de cette période pour atteindre le plus grand nombre de personnes. |
| Produit 1.4. :  Les membres des communautés dont les jeunes (filles et garçons) et les autorités ont pris des engagements visant la réduction des violences communautaires à travers les dialogues. | Indicateur 1.4.1  Nombre d’actes d’engagements pris par les parties prenantes aux dialogues. | 0 | 4 | Etape 1 : 0  Etape 2 : 4 | 4 |  |
| Indicateur 1.4.2  % de mise en œuvre des plans d’actions visant la réduction des violences communautaires définis par les parties prenantes. | 0 | 45% | Etape 1 : 0%  Etape 2 : 20% | 20% | Les 20% de réalisation des plans d’actions de réduction de violences tels que définis par les parties prenantes ont été atteints dans la période de mise en œuvre du projet. Par ailleurs, dans le cadre de la durabilité du projet, d’autres actions de mise en œuvre de ces plans vont se poursuivre, même après la fin du projet. L’engagement des parties prenantes (autorités provinciales, jeunes et membres des structures communautaires) pris lors du forum provincial sur les défis et les perspectives de l’engagement des jeunes et autorités dans la consolidation de la paix tenu au dernier mois du projet s’inscrit dans la logique de la mise en œuvre des actions prioritaires même après le projet. |
| **Résultat 2 :**  Les jeunes filles et garçons participent aux instances de prise de décisions, accèdent aux initiatives visant leur autonomisation et deviennent résilients face aux conflits armés dans les 4 territoires. | Indicateur 2.1  % de jeunes filles et garçons membres des structures communautaires qui participent aux conseils locaux de sécurité. | 15% | 50% | Etape 1 : 15% pour la première année.  Etape 2 : 15% | 30% de jeunes qui participent. | La cible (50%) de cet indicateur a été mal formulée étant donné que la représentation dans les conseils de sécurité élargis se fait sur base des représentations des couches socio-professionnelles et des services étatiques. |
| Indicateur 2.2  Nombre d’initiatives d’autonomisation des jeunes filles et garçons opérationnelles. | 0 | 500 | Etape 1 : 0.  Etape 2 : 642 | 642 bénéficiaires des AGR. | Ce changement s’explique par une demande des parties prenantes d’accroitre le nombre de bénéficiaires en réduisant du montant initialement prévu d’appui par AGR. |
| Indicateur 2.3  Nombre de jeunes qui renoncent aux violences. | 0 | 250 | Etape 1 : 200.  Etape 2 : 313 | 513 jeunes démobilisés. | Cet indicateur est sur la bonne voie grâce à l’engagement des autorités et des membres des structures communautaires. En plus, le contexte politique actuel prenant suffisamment en compte au niveau de la présidence de la République la question du DDR-C (communautaire) a contribué de manière significative à l’évolution de cet indicateur. |
| **Produit 2.1.** : Les jeunes filles et garçons ont amélioré leurs capacités socio-économiques renforçant leur résilience face aux conflits. | Indicateur 2.1.1.  Nombre d’AGR des jeunes filles et garçons opérationnelles | 0 | 500 | Etape 1 : 0.  Etape 2 : 642 | 642 activités génératrices de revenu sont entreprises par les jeunes | Ce changement s’explique par une demande des parties prenantes d’accroitre le nombre de bénéficiaires en réduisant du montant initialement prévu d’appui par AGR. |
| Indicateur 2.1.2.  Nombre de MUSO capables d’octroyer des prêts à leurs membres. | 0 | 15 | Etape 1 : 0  Etape 2 : 20. | 20 MUSO ont été mises en place et comptent 33 membres par MUSO | Les 20 MUSO ont été constituées en fonction de 20 structures communautaires existantes pour assurer le suivi des AGR, mais aussi pour leur durabilité. |
| **Produit 2.2. :**  Les jeunes filles et garçons, les membres des conseils locaux de sécurité et les membres des comités territoriaux de la jeunesse ont amélioré leur connaissance sur les Résolutions 1325, 2250 et 2419 du conseil de sécurité de l'ONU dans le Territoire de Kalehe. | Indicateur 2.2.1.  Nombre des jeunes filles et garçons, des membres des conseils locaux de sécurité et des comités territoriaux de la jeunesse, qui ont amélioré leurs connaissances sur les Résolutions 1325, 2250 et 2419. | 0 | 225 | Etape 1 : 1.122. | 1 122 | L’indicateur est en bonne évolution.  Après avoir eu des connaissances sur les Résolutions 1325, 2250 et 2419, 209 acteurs formés comme formateurs ont, à leur tour, restitué les connaissances acquises à 913 membres des communautés. |
| Indicateur 2.2.2.  Nombre de jeunes filles et garçons impliqués dans les actions de consolidation de la paix organisées par les conseils locaux de sécurité et les structures communautaires. | 0 | 350 | Etape 1 : 350. | 8 589 jeunes sensibilisés par les structures communautaires. | La cible de cet indicateur avait été sous-estimée. |
| Indicateur 2.2.3.  Nombre de jeunes filles et garçons, de membres des conseils locaux de sécurité, de membres des comités territoriaux de la jeunesse et autres leaders sensibilisés sur ces Résolutions. | 0 | 15 000 | Etape 1 : 7.283.  Etape 2 : 4.295 | 11 578 (sans compter ceux qui ont été sensibilisés à travers les 139 émissions-radio). | Les restrictions liées au Covid-19 n’ont pas permis d’organiser certaines activités prévues. La stratégie média a été utile au cours de cette période pour atteindre le plus grand nombre de personnes. |
| **Résultat 3**  Les décisions prises par les décideurs politico administratifs du niveau national et provincial facilitent la réduction de violences liées à l’implication des jeunes dans les conflits violents dans les Territoires de Kabare, Kalehe, Shabunda et Walungu. | Indicateur 3.1.  Nombre de décisions qui facilitent la réduction de violences prises par les autorités du niveau territorial et provincial. | 0 | 5 | Etape 1 : 4.  Etape 2 : 0. | 4 |  |
| Indicateur 3.2.  % de réduction de violences dans la communauté. | 0 |  | Etape 1 : | 0 | On a eu des difficultés de récolter les données par rapport au pourcentage. |
| **Produit 3.1.**  L’implication des autorités provinciales et nationales et des autres partenaires dans la mise en œuvre des actions visant la réduction de violences communautaires contribue à la cohésion sociale dans les Territoires de Kalehe, Kabare, Shabunda et Walungu est renforcée. | Indicateur 3.1.1.  Nombre des recommandations issues des rencontres de plaidoyer mises en œuvre par les autorités territoriales et provinciales | 0 | 8 | Etape 1 : 0.  Etape 2 : 4. | 4 | Le contexte politique mouvant n’a pas facilité la mise en application d’un plus grand nombre de recommandations. |
| Indicateur 3.1.2  Nombre d’engagement des autorités nationales et provinciales dans le processus de stabilisation | 0 | 4 | Etape 1 : 2.  Etape 2 : 2 | 4 |  |
| **Produit 3.2.**  Les autorités provinciales soutiennent les projets visant le renforcement des mécanismes de l’autonomisation socio-économique des jeunes filles et garçons pour qu’ils deviennent productifs dans leurs communautés. | Indicateur 3.2.1.  Nombre de projets d’autonomisation des jeunes financés totalement ou partiellement par les autorités provinciales et nationales. | 0 | 4 | Etape 1 : 0.  Etape 2 : 0. | 0 | Les projets d’entrepreneuriat des jeunes inscrits dans le budget provincial n’ont pas encore été mis en œuvre.  Lors du forum provincial des jeunes et autorités provinciales précité, il a été défini un mécanisme de suivi du plaidoyer mené par les jeunes depuis le mois de novembre 2021 auprès des autorités provinciales. L’année budgétaire dans laquelle sont inscrites les lignes sur des projets d’entrepreneuriat des jeunes allant du 1er janvier au 31 décembre, le suivi devra se poursuivre pour tenter d’obtenir la matérialisation de ces projets avant la fin de l’année budgétaire. |

**Annexes :**

1. **Rapport audio-visuel et notes-synthèses.**
2. <https://youtu.be/EPhO1nzpHxU>, rapport audiovisuel du dialogue social de Nzibira sur les causes permanentes de l’implication des jeunes dans les groupes armés et autres violences communautaires.
3. <https://apcasbl.org/2021/05/11/les-jeunes-des-territoires-de-kalehe-kabare-shabunda-et-walungu-plaident-aux-pres-du-gouvernement-povincial-et-lassemblee-du-sud-kivu-pour-linscription-au-budget-provincial-du-fina/>, note de synthèse sur le plaidoyer des jeunes auprès des autorités provinciales en vue d’une inscription au budget de l’an 2021 des lignes spécifiques portant financement des initiatives d’autonomisation des jeunes.
4. <https://apcasbl.org/2021/06/07/les-autorites-provinciales-du-sud-kivu-et-les-jeunes-de-la-meme-province-sengagent-a-accompagner-les-plans-dactions-de-stabilisation-des-territoires-de-kabare-kalehe-shabunda-et-wa/>, note de synthèse en rapport avec le forum provincial sur les défis et perspectives de l’engagement des jeunes et autorités provinciales dans la consolidation de la paix au Sud-Kivu.
5. <https://apcasbl.org/2020/11/02/les-resolutions-1325-2250-ainsi-que-2419-des-nations-unies-et-la-consolidation-de-la-paix-dans-les-territoires-de-kabare-et-walungu/> note de synthèse sur les ateliers de renforcement de capacité sur les résolutions 1325, 2250 et 2419 du Conseil de sécurité des Nations Unies dans le triangle Kabare-Walungu-Shabunda.
6. <https://apcasbl.org/2020/06/16/atelier-de-renforcement-des-capacites-des-acteurs-locaux-de-bunyakiri-sur-les-resolutions-1325-2250-et-2419-du-conseil-de-securite-des-nations-unies/> note de synthèse sur l’atelier de renforcement de capacité sur les résolutions 1325, 2250 et 2419 du Conseil de sécurité des Nations Unies à Bunyakiri dans le territoire de Kalehe.
7. <https://www.youtube.com/watch?v=Gt6H_TD4OTo&t=12s>, rapport audiovisuel traitant de la formation sur la Recherche Action Participative à Nzibira.
8. <https://www.youtube.com/watch?v=JgB7zjDBKMk&t=5s>, rapport audiovisuel en rapport avec la mise en place du Comité de Pilotage en Province du Sud-Kivu.
9. **Success stories : narratifs et audio.**
10. <https://youtu.be/AbDxhj1ClCY>, Kazine Kahasha, ex-combattant raconte comment grâce au projet JEP, il est désormais engagé dans la sensibilisation des autres groupes armés à suivre le processus de la démobilisation.
11. <https://youtu.be/fe5ow1kulIA>, Charles Mwahukanya, chef de village dans le groupement de Luhaho, jadis hostile à la participation des jeunes dans les instances de prise de décision témoigne comment grâce aux activités du projet JEP auxquelles il a eu à participer, il fait actuellement des jeunes des noyaux ses partenaires au processus de la recherche de la paix.

***Success story 1 :*** ***De l’autonomisation des membres des Muso à la durabilité des structures communautaires.***

**Gédéon Ntwali** est superviseur des activités des structures communautaires dans le triangle de Kabare-Shabunda-Walungu. Dans les échanges avec le staff d’APC, ce superviseur ne s’interdit de saluer les progrès opérés par les membres des structures communautaires dans les activités de leur autonomisation. Gédéon a déclaré ce qui suit : « Sur base des animations sur l’approche MUSO (Mutuelles de Solidarité), 642 personnes se sont constituées en 20 groupes de mutuelles de solidarité. A travers leurs initiatives d’épargne, ces groupes ont atteint le montant de **14 893 000 Francs Congolais,** soit l’équivalent de **7 446,05 Dollars américains**. Cette approche a renforcé le dynamisme et la confiance mutuelle dans les noyaux jeunesse tujenge amani. Cette performance des noyaux a éveillé les besoins d’autres organisations d’adopter cette approche. Tel est le cas des associations féminines et organisations paysannes de Nzibira dans le territoire de Walungu qui ont sollicité et obtenu une formation de la part d’APC sur l’approche MUSO. Après cette formation, ces organisations ont mis en place leurs propres mutuelles de solidarité en vue de leur relèvement socio-économique et ces MUSO demeurent fonctionnelles. Dans la trilogie AGR-Structures communautaires-Muso, ces mutuelles de solidarité s’inscrivent dans l’objectif de contribuer à la durabilité et l’auto prise en charge des structures communautaires ». Pour enrichir ce succès induit par le projet JEP, Siméon Matoleo, superviseur des noyaux dans le territoire de Kalehe a déclaré au même staff d’APC : « sur l’axe Bagana en Chefferie de Buloho dans le territoire de Kalehe, les membres de la MUSO sous une initiative locale et consensuelle ont accordé un crédit de 200 dollars américains au noyau Tujenge Amani en vue de faciliter à cette structure de paix d’acheter une parcelle où pourra être construit prochainement un bureau pouvant servir de cadre pour les activités de paix et autres initiatives locales.»

***Success story 2 : Réponse au besoin de la participation des jeunes aux instances de prises des décisions.***

**Célestin Weteshi Mulirima** estSecrétaire administratif etChargé des ressources humaines au sein de la Chefferie de Buloho depuis quinze ans. Au cours d’un entretien avec l’animateur de terrain APC, il s’est prononcé en ces termes :

« Depuis que je suis à ce poste, la chefferie n’avait jamais recruté ou engagé les jeunes aux instances de prise de décision. Mais après avoir participé à plusieurs activités du projet JEP, la chefferie de Buloho a pu lancer un processus de recrutement des jeunes à différentes instances de prise de décision en remplacement des certains agents de la chefferie déjà affaiblie par la vieillesse. Trois jeunes de moins de 35 ans ont été engagés. Il s’agit de :

* Mademoiselle Céline Chirumbi, responsable du service genre, enfant et famille ;
* Monsieur Katakeya Nyarukara, Secrétaire permanent de la chefferie ;
* Monsieur Pablo Nguliro, Comptable en Chef du service des finances de la chefferie.

A ma grande surprise, la fille engagée comme responsable du service de genre, famille et enfant assume correctement sa fonction. Depuis que nous avons rajeuni le staff de la chefferie, le travail évolue bien. Les affaires courantes de la chefferie sont en train d’être expédiées avec célérité grâce au dynamisme de la jeunesse.»